

Journée d'étude des doctorant·es du laboratoire analyse comparée des pouvoirs
(ACP) - Université Gustave Eiffel
17/04/2026

Recherche universitaire, engagement et militantisme
Appel à communications

Résumé :

Chaque année, les doctorant·es du laboratoire analyse comparée des pouvoirs (ACP) de l'Université Gustave Eiffel organisent une journée d'étude multidisciplinaire. Cette année, elle porte sur les liens entre militantisme, engagement et recherche universitaire, afin de nous interroger ensemble sur les modalités d'intention, de construction et de diffusion des travaux de recherche à l'intérieur et à l'extérieur du milieu universitaire. La réflexion sur ces dimensions de la recherche est en vigueur depuis au moins les années 1960 et 1970 : l'objectif de cette journée est donc de s'inscrire dans cette continuité pour penser la manière dont les chercheur·euses en sciences sociales, notamment en histoire, géographie, sociologie, anthropologie, sciences politiques ou encore sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS), intègrent, et de quelle manière, les questions de l'engagement et du militantisme dans leurs travaux.

Argumentaire :

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, l'historien militant Jean Maitron définit l'histoire comme une « bouée de sauvetage » auquel il s'est raccroché dans le but d'articuler une pensée militante avec la recherche en sciences sociales qui était devenue sa principale activité. L'engagement et le militantisme de Jean Maitron ont fortement contribué à l'enrichissement de l'histoire sociale de populations jusqu'alors peu étudiées comme les anarchistes ou les ouvriers.

La journée d'étude des doctorant·es du laboratoire ACP de l'Université Gustave Eiffel souhaite se saisir de la question de l'engagement et du militantisme dans les sciences sociales. Le but de cette journée d'études est de comprendre comment l'engagement militant peut contribuer à façonner un objet de recherche autant que de comprendre comment les recherches peuvent alimenter et enrichir un engagement ou un investissement dans une cause militante. On entend alors par engagement le fait de prendre parti pour une cause ou des idées. On entend par militantisme la manière dont cet engagement se traduit. L'engagement et le militantisme sont pensés au sens large dans cette journée d'étude, précisément pour que les contributions puissent se faire les plus diverses possibles.

Par ailleurs, cette journée d'étude se veut transdisciplinaire car les questionnements qui y sont traités traversent la globalité des sciences sociales. De plus, cette transdisciplinarité permet une réflexion sur les ruptures et continuités du lien entre engagement et sciences sociales qui seront, ou non, pensées de la même manière par un·e historien·ne, un·e géographe ou un·e sociologue.

Parmi les travaux les plus anciens et fondateurs qui illustrent ce lien entre engagement et sciences sociales, on peut citer l'œuvre d'Eric Hobsbawm, historien qui a lui-même mis en perspective ce sujet au cours de sa carrière (Hobsbawm & Kiejsman, 2000). L'articulation entre sciences sociales et

engagement ou militantisme est donc une question ancienne et pourtant toujours très actuelle, voire constamment réactualisée, comme en témoigne la journée d'étude récemment organisée (le 27 novembre 2025) au collège de France par Patrick Boucheron et Antoine Lilti, intitulée « Histoire militante, histoire savante ». Cette journée d'étude invite à questionner le lien entre les historien·es et le militantisme et la manière dont la recherche en sciences sociales peut contribuer à façonner un parcours militant, autant que la manière dont un parcours militant peut positivement enrichir la recherche. L'engagement peut alors apparaître central dans la recherche en sciences sociales, notamment dans une perspective de l'usage public de celles-ci. À titre d'exemple, la recherche historique et son lien avec l'engagement devient alors un moyen de lutter contre certaines dérives dans l'utilisation publique qui est faite de l'histoire (Offenstadt, 2014). Le colloque organisé les 3 et 4 octobre 2025 à la Sorbonne pour les vingt ans du Comité de Vigilance face aux Usages publics de l'Histoire (CVUH) rappelle la place cruciale que l'engagement des chercheur·euses peut avoir dans la recherche historique et dans la publication de cette recherche (Higélé *et al.*, 2017).

La journée d'étude que nous proposons ici s'inscrit donc dans la continuité de cette actualité de la recherche en sciences sociales qui interroge le lien entre engagement, militantisme et recherche en histoire, géographie ou encore sociologie (Laffort, 2023). Le militantisme et l'engagement des chercheur·euses dans des approches dites critiques sont une source d'avancées épistémologiques, dans toutes les disciplines. En effet, ils peuvent être à l'origine d'une approche renouvelée de la discipline, tant dans les questions historiques mises à l'étude en histoire (Rebérioux, 2003), que dans les représentations que la cartographie propose des dynamiques sociales en géographie (Bacon *et al.*, 2016) par exemple. Plus largement, ce sont les problématiques formulées et les objets d'étude qui s'élargissent et s'enrichissent avec les approches ou méthodes dites critiques en sciences sociales. Elles sont toutes à la fois des contributions à la connaissance des phénomènes sociaux, et des réflexions sur les conditions de leur production. Ces liens ouvrent le débat du rôle des chercheur·euses et des productions scientifiques dans la société (Delphy, 1981 ; Garnier, 2008), ainsi que de leur place et de leur éthique dans les enquêtes menées (Chauvière & Duriez, 2011 ; Le Roulley & Uhel., 2023). Ces renouvellements historiographiques et épistémologiques s'illustrent tout particulièrement dans les études féministes et les études de genre. En histoire du genre, les récentes synthèses mettent en lumière une nouvelle interrogation de séquences historiques par un prisme actualisé (Larrère, 2020). Il en va de même en sociologie ou en géographie, disciplines au sein desquelles leur développement ont pareillement contribué à la critique des biais androcentrés qui traversent leur construction.

L'engagement des chercheur·euses constitue aussi un moyen de s'élever contre l'instrumentalisation des sciences sociales dans l'espace public (Aglan *et al.*, 2022). Cependant, la nécessité d'une science qui se définit comme engagée et encore plus comme militante, ne fait pas l'unanimité parmi les chercheur·euses. Des critiques virulentes peuvent même survenir, comme le montrent de récentes polémiques. Perçus comme « idéologiques » - avec toute la connotation négative que ce terme peut comporter – les travaux explicitement inscrits dans une perspective critique seraient, dans le pire des scénarios, une trahison aux fondements de la recherche (Heinich, 2021). Les chercheur·euses peuvent également être confronté·es à un militantisme extérieur au milieu académique et visant à le discréditer. En somme, poser ces questions à l'occasion d'une journée d'étude organisée par les doctorant·es et pour les doctorant·es est une manière pour de jeunes chercheur·euses de se saisir de ces problématiques dès le début d'une carrière universitaire. Il

s'agit de proposer un temps d'échanges et de réflexions collectives sur nos propres pratiques de recherche, mais également sur la place de notre activité – la recherche scientifique – dans la société.

Interroger la manière dont l'engagement et le militantisme peuvent enrichir la recherche résonne tout particulièrement avec les travaux sur le genre, les minorités, les inégalités sociales, les discriminations, mais pas uniquement. Parce que les sciences sociales s'intéressent à l'ensemble de la société, nous en interrogeons toutes les dimensions. Cette journée d'étude a pour but d'appréhender cet engagement et ce militantisme dans les démarches de recherche de jeunes chercheur·euses à chaque étape de leur recherche. C'est tout d'abord la manière dont le militantisme et l'engagement ont participé à la constitution d'un sujet de thèse ou de recherche qui sera interrogée, en se penchant également sur l'inscription des recherches dans un milieu académique qui est de plus en plus la cible d'attaques diverses. Par la suite, l'attention sera portée sur la manière dont l'engagement des chercheur·euses permet de penser des méthodologies de travail et d'enquête originales. Enfin, il sera également question d'interroger la publication des travaux universitaires, qu'il s'agisse de publications déjà effectuées ou à venir, et plus généralement d'évoquer la diffusion de la recherche : diffusion dans le milieu académique ? En dehors ? Quels liens entre engagement militant et diffusion particulière de la recherche ?

AXE 1 : Choix du sujet et construction de l'objet de l'étude

La notion de militantisme pourra tout d'abord être interrogée au regard de la construction du sujet de thèse et des choix effectués à cet égard.

Les universités sont considérées comme des lieux de production du savoir, difficilement dissociables du contexte social dans lesquelles elles s'inscrivent. Comme nous l'avons vu plus haut, de nombreuses recherches sont guidées par un esprit attentif aux minorités, aux différences sociales et de genre, à leur dimension spatiale (Clerval *et al.*, 2019) et aux grands phénomènes, souvent destructeurs, qui habitent notre monde. Les années 1960 ont marqué un tournant à cet égard : à la suite de la vague de critiques virulentes formulées par certain·es universitaires américaines à l'encontre du silence du système universitaire en pleine guerre du Vietnam, les universités ne pouvaient plus se contenter d'être, face à des catastrophes d'une telle ampleur, une « torre d'avorio apolitica » (Roszak, 1968). Cela a nourri des approches dites critiques et irrigué les réflexions sur les liens entre recherche et transformations sociales. Dans ce cadre, la question se pose du rapport du·de la chercheur·euse à son sujet de recherche. Comme le fait remarquer Lilian Mathieu (2015), il est difficile d'adopter une approche détachée par rapport à son objet d'étude, car celui-ci est souvent le fruit de choix qui peut conduire à « une forme de légitimation de la cause dont on est membre ou sympathisant par une publicité de ses enjeux et de son action ». Cependant, ce choix ne se limite pas à la volonté de partager des connaissances, de les mettre en valeur ou de les légitimer. Un mot clé pour considérer sous différents angles le travail du chercheur animé par un esprit qualifié de « militant » est « l'intentionnalité » : quelles intentions poussent le chercheur à analyser un phénomène donné ? Est-il spectateur ou acteur ? (Colajanni 2023).

Les facteurs du choix initial d'un sujet peuvent aussi apparaître plus implicites aux yeux du·de la chercheur·euse. Si la neutralité est un leurre (Mathieu, 2015), comment objectiver les facteurs du choix d'un sujet et leurs effets sur la recherche ? Ils trouveront ici l'occasion d'être interrogés. Les contributions réflexives, y compris plus personnelles, sont donc les bienvenues. L'objectif est aussi

de permettre à tout·e jeune chercheur·euse de contribuer à la journée, quel que soit l'état d'avancement de la thèse.

AXE 2: Construction des dispositifs de recherche

Les communications pourront aussi porter sur les liens entre engagement militant et dispositifs d'enquête. Le rapport du·de la chercheur·euse à son objet d'étude marque les conditions d'entrée sur le terrain, mais aussi les modalités de la recherche.

À l'instar de la réflexion proposée par Isabelle Clair (2016) sur ce que « faire du terrain en féministe » signifie, on pourra donc interroger la traduction méthodologique des épistémologies critiques. Les effets de l'engagement militant sur le terrain, avec toutes les nuances qu'il comporte, méritent d'être sans cesse réinterrogés tant les configurations de ses liens avec la recherche apparaissent diverses. Cette relation peut se révéler complémentaire, comme lorsqu'elle permet un accès privilégié à certaines données ou techniques d'enquête, ou contradictoire, sujette à de régulières négociations (Naudier & Simonet, 2011 ; Mathieu, 2015 ; Le Roulley & Uhel, 2020). Elles ouvrent plus généralement à des réflexions sur les pratiques d'objectivation en sciences sociales et au sein d'approches dites « critiques ».

Les dispositifs d'enquête collaboratifs ou qui tendent vers la co-construction des savoirs avec les enquêté·es peuvent aussi faire l'objet de communications. Qu'il s'agisse de prendre au sérieux les savoirs des acteurs produits sur le monde social, ou de remettre en question la domination symbolique et matérielle du·de la chercheur·euse sur les enquêté·es, ils pourront être interrogés à l'aune des déplacements qu'ils permettent d'opérer dans la production des savoirs et des problèmes éthiques et méthodologiques qu'ils posent. Dans cette perspective, les réflexions sur des dispositifs d'enquête intégrant le recours à des techniques non conventionnelles, telles que l'audio, la vidéo, ou la fiction sous diverses formes par exemple, peuvent également trouver leur place dans cette journée. Plus largement, ces considérations s'inscrivent dans le dévoilement de ce que Delphine Naudier et Maud Simonet (2011) appellent la « "tambouille" de la recherche, la cuisine et les dépendances » souvent évincées des productions académiques « alors même qu'elle constitue, de façon flagrante aux yeux d'un chercheur débutant, le quotidien de la recherche et de ses questionnements » (*ibid.*). Par ailleurs, les conditions matérielles de la recherche recouvrent également les conditions de son financement et de ses partenariats. Avec, ou pour quels acteurs souhaitons-nous travailler ? Cette interrogation résonne tout particulièrement avec les thèses réalisées via le dispositif des CIFRE, mais ne lui est pas exclusive.

AXE 3 : Diffusion de la production scientifique

Le troisième axe de cette journée d'étude porte sur les modalités et initiatives de diffusion des productions scientifiques, au sein et au-delà du contexte académique. Il s'agit également d'appréhender le rapport du·de la chercheur·euse à une certaine forme d'engagement dans la diffusion de la recherche.

Dans un contexte d'attaque politique du milieu universitaire et plus largement d'instrumentalisation des sciences sociales à des fins réactionnaires dans les sphères médiatiques et politiques (Besson *et al.*, 2022), intervenir dans l'espace public pour défendre la recherche académique est primordial

(Besson, 2024). Ainsi, produire un discours à destination d'un public élargi vise à la fois à restituer des faits scientifiques, mais aussi à défendre une discipline scientifique. C'est ce type de démarche qui peut amener à des productions comme l'ouvrage « Zemmour contre l'histoire », dont la diffusion est pensée pour toucher un public élargi au contexte universitaire (Aglan *et al.*, 2022). Dans ce cas, l'engagement des chercheur·euses a pour but de contrevenir à cette tendance de plus en plus présente dans l'espace public et contre laquelle il convient de lutter (Noiriel, 2008). Dans cette continuité, rendre visible les savoirs universitaires dans l'espace public peut relever de la démarche militante, dans la mesure où elles viennent interroger les imaginaires collectifs et réfuter les instrumentalisation politiques qui en sont faites (Besson 2024 ; Aglan *et al.*, 2022).

L'enjeu est également de questionner la mise en visibilité des productions scientifiques et d'évoquer les multiples possibilités de diffusion, dans un contexte où les flux d'informations et de sources sont légion (Allouch *et al.*, 2021). Les contributions peuvent porter sur des initiatives de transmissions de recherche aussi bien dans des groupes de recherche qu'individuellement. Il est également possible d'exposer les expériences d'adaptations de travaux de recherche à de nouveaux publics : quelles perspectives ou enjeux nouveaux peuvent-ils générer pour le chercheur ? On peut notamment penser aux projets d'accompagnement et de renouvellement dans la conception de projets de médiations culturelles, dans la scénographie des musées, etc. (Association musé·e·s, 2022). Les communications peuvent aussi revenir sur la contribution des chercheur·euses au renouvellement des modes de transmissions de savoirs, que ce soit sur les réseaux sociaux numériques, mais aussi au sein d'institutions culturelles et dans un cadre professionnel plus élargi. Elles seront des éléments pour débattre de l'usage des productions scientifiques dans une démarche d'éducation populaire et/ou de militantisme politique.

Modalités de contribution :

Pour cette journée d'étude pluridisciplinaire est ouverte à toutes les contributions s'inscrivant dans les champs des sciences humaines et sociales. Les intervenant·es seront amené·es à faire une présentation de vingt minutes, suivie d'un échange de dix minutes.

Les modalités de candidature prévues sont les suivantes : **un CV** et une proposition de participation de **400 mots maximum** correspondant à l'un des trois axes de l'appel à candidatures. Ceux-ci doivent être envoyés avant le 13 mars à l'adresse suivante : doctoratacp@gmail.com. Les organisateurs répondront avant le 20 mars.

Calendrier :

- Date limite de rendu des propositions : **13 mars 2026**
- Retour du comité d'organisation sur les propositions : **20 mars 2026**
- Date de la journée d'études : **17 avril 2026**

Lieu de la journée d'étude :

Université Gustave Eiffel Cité Descartes sur le campus de Marne-la-Vallée Bois de l'Étang, aile C, 5 Rue Galilée 77454 Champs-sur-Marne

Comité d'organisation :

- Céline Dago
- Jérémy Lefort
- Fabrizia Marconi
- Enora Quéveau

Comité scientifique :

Les membres du laboratoire Analyse Comparée des Pouvoirs (ACP) : <https://acp.univ-gustave-eiffel.fr/>

Bibliographie :

AGLAN Alya *et alii*, « Zemmour contre l'histoire », *Tracts n°34*, Paris, Gallimard, 2022. pp. 1-64.

ALLOUCH Annabelle *et alii*, « Sociabilités, identités, visibilités : les métiers de la recherche face aux réseaux socionumériques », *Tracés*, n°21, 2021, pp. 7-26.

ASSOCIATION MUSÉE.E.S, « Guide pour un musée féministe », Rennes, Associations musée.e.s, 2022, 200 p.

BACON Lucie *et alii*. « Cartographier les mouvements migratoires », *Revue européenne des migrations internationales*, 2016, vol. 32, n° 3, pp. 185-214.

BESSON Florian *et alii*, *Le Puy du faux: enquête sur un parc qui déforme l'histoire*, Paris, les Arènes, 2022, 192 p.

BESSON Florian, « La médiévaliste woke qui n'a rien compris à ce que fait Astier », *Questions de communication*, 2024, vol. 46, n° 2, pp. 103-118.

CHAUVIÈRE Michel et DURIEZ Bruno, « Militants et chercheurs : un engagement réciproque. L'expérience du GRMF », Dans Philippe FRITSCH (dir.), *Implication et engagement : Hommage à Philippe Lucas*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2000, pp. 151-160.

CLAIR Isabelle, « Faire du terrain en féministe », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2016, vol. 3 n° 213, pp. 66-83.

CLERVAL Anne, FLEURY Antoine, REBOTIER Julien et WEBER Serge (dir.), *Espace et rapports de domination*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, 400 p.

COLAJANNI Antonino, « Militanza, "impegno" e critica sociale dell'antropologia sulla base di intense etnografie. Le intenzioni trasformatrice e i giudizi politici dell'antropologo », *Archivio antropologico mediterraneo*, 2023, vol. 1, n° 25.

DELPHY Christine, « Le patriarcat, les féministes et leurs intellectuelles », *Nouvelles questions féministes*, 1981, n° 2, pp. 58-74

GARNIER Jean-Pierre, « La volonté de non-savoir », *Revue Agone*, n° 38-39, pp. 49-70.

- HEINICH Nathalie, « Ce que le militantisme fait à la recherche », *Tracts n°29*, Paris, Gallimard, 2021, pp. 1-48.
- HIGELÉ Jean-Pascal et JACQUOT Lionel (dir.), *Engagements et sciences sociales. Histoires, paradigmes et formes d'engagement*, Nancy, Éditions universitaires de Lorraine, 2017, 342 p.
- HOBBSAWM Eric John et KIEJMAN Claude-Catherine, *L'historien engagé*, La Tour d'Aigues, Éd. de l'Aube, 2000, 63 p.
- LAFFORT Bruno, « Engagement et sciences sociales : un débat toujours très actuel », Dans *Penser le monde d'après : Témoigner d'un engagement. Enquêtes dans le Doubs d'étudiantes en sociologie*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2023, pp. 23-30.
- LARRÈRE Mathilde, *Rage against the machisme*, Bordeaux, Éditions du Détour, 2020, 223 p.
- MATHIEU Lilian, « Sociologie des engagements ou sociologie engagée ? », *SociologieS*, 2015.
- NAUDIER Delphine et SIMONET Maude, *Des sociologues sans qualités ? : pratiques de recherche et engagements*, Paris, La Découverte, 2014, 256 p.
- NOIRIEL Gérard, *À quoi sert « l'identité nationale » ?*, Marseille, Agone, 2008, 156 p.
- OFFENSTADT Nicolas, « Le Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire. Courte histoire contemporaine d'une pratique d'engagement (2005-2007) », Dans *Genre et Utopie*, Vincennes, Presses universitaires de Vincennes, 2014, pp. 331-348.
- REBÉRIOUX Madeleine, « Militantisme et recherche historique », *Questions de communication*, 2003, n° 4, pp. 279-287.
- ROSZAK Theodore et alii, *L'università del Dissenso. Insegnamento e responsabilità politica*, Torino, Einaudi, 1968, 318 p. (trad. SARTI S., MEZZACAPA D., MALVANO M.V.). Ed. or. *The Dissentig Academy*, New York, Pantheon Book, 1967, 304 p.
- ROULLEY Simon Le et UHEL Mathieu (dir.), *Chercheur-e-s critiques en terrains critiques*, Lormont, Éditions Le bord de l'eau, 2020, 194 p.